

Dopage et Disqualifications - Tokyo 2025

En **2003** **World Athletics** a adopté le Code mondial de l'**AMA** comme base de sa lutte contre le dopage (listes des substances prohibées & des infractions, procédures et sanctions).

Notes : L'**AMA** faisait une différence dans les substances interdites entre celles **non spécifiées** utilisées uniquement en raison de leur capacité d'amélioration des performances (Anabolisants, certains Stimulants, Hormone de croissance, EPO) et celles **spécifiées** utilisées aussi à des fins thérapeutiques (Médicaments, Diurétiques, certains Stimulants, Narcotiques) ou récréatives (Cannabis) donc susceptibles d'introduire un doute sur la volonté de se doper (Article **4**, **Alinéa 2** de son Code en vigueur depuis le **1^{er} Janvier 2021**).

WA a mis en place à compter du **3 Avril 2017** **Athletics Integrity Unit / AIU**, structure qui lui était totalement indépendante et à qui elle a donné délégation pour gérer en son nom les actions antidopage (contrôles, enquêtes, sanctions), concernant sauf exceptions, les violations commises par les **Athlètes de niveau international**. Étaient considérés en fonction des circonstances comme tels :

- ceux enregistrés régulièrement sur une liste par **AIU** afin d'être prioritairement ciblés pour les contrôles
- ceux, quel que soit le niveau, participant à une compétition internationale (**CM**, **JO**, Championnats continentaux, Réunions internationales)
- ceux, quel que soit le niveau, testés à n'importe quel moment par **AIU**.

Les **autres athlètes**, dont la situation n'entrait pas dans l'un de ces cas, voyaient leurs infractions traitées et sanctionnées par leur fédération ou par délégation à leur organisation nationale antidopage (Article **1**, **Alinéa 4** & Article **7**, **Alinéa 1** des règles antidopage **WA**).

À l'ouverture des **CM 2025**, les athlètes reconnus coupables d'usage de **méthodes interdites** (administration de sang non prescrite médicalement) ou de **produits interdits** suite à un prélèvement urinaire ou sanguin (y compris lors de retestages d'échantillons conservés) ou suite à toute forme d'évidence de dopage (témoignages, preuves écrites, conclusions tirées du **PBA** ou de toute analyse d'informations, aveux de dopage) mais aussi de toute autre violation des règles antidopage (refus de se soumettre à un test ou de fournir un échantillon, détention & trafic de substances interdites, falsification de tout ou partie du processus de contrôle ou encore défaut de déclaration de localisation précise et complète pour la bonne réalisation des contrôles), subissaient des sanctions prévues par **WA** :

- l'Article **7**

- * Tout athlète **devait** être suspendu provisoirement par **AIU** (**athlète de niveau international**) ou sa fédération (tout **autre athlète**) jusqu'à la résolution finale de son cas pour des substances **non spécifiées** ou sur la base de son **PBA** (**Alinéa 4.1**) mais **pouvait** facultativement l'être pour des substances **spécifiées** et les autres cas de violations des règles antidopage (**Alinéa 4.2**).

- * Si la fédération de l'athlète ne décrétait pas de suspension provisoire obligatoire relevant de son domaine alors **AIU** l'imposait (**Alinéa 4.7**).

- l'Article **10**

- * En cas d'infraction à l'occasion d'une compétition (Championnats ou réunion), disqualification de **tous** les résultats individuels de l'athlète quel que soit le moment de la compétition où la violation avait eu lieu (**Alinéa 1**) et, aussi pour un contrôle inopiné ou tout autre cas de violation, disqualification de **toutes** les performances réalisées entre la date du prélèvement ou de la violation et le début de la suspension provisoire éventuelle ou de la suspension finalement décidée (**Alinéa 10.10**).

* Pour une **1^{re} violation** :

- Suspension de **4 ans** pour un test positif à toute substance **spécifiée** ou **non**, un refus de prélèvement, une évidence de dopage, un recours à une méthode interdite, la détention de drogues ou une falsification lors du processus de contrôle (**Alinéas 2.1 & 3.1**).

Note : Cette suspension était portée à **2 ans** si l'athlète pouvait établir que la violation n'était pas intentionnelle (**Alinéa 2.2**) c'est-à-dire sans la volonté de tricher (**Alinéa 2.3**) pour toute substance **spécifiée** ou **non**.

La sanction était au minimum une **réprimande** (avec disqualification de la compétition) et au maximum **2 ans** de suspension pour toute substance **spécifiée** si l'athlète prouvait qu'il n'avait commis aucune faute ou négligence significatives (accident ou prescription médicale) ou en cas d'ingestion d'un produit contaminé sans s'en rendre compte (**Alinéa 6.1**).

- Toute combinaison de 3 tests manqués au cours d'une période de 12 mois due à des manquements de localisation précise et correcte de la part d'un athlète entravant ainsi la réalisation des contrôles, entraînait une suspension au minimum de **1 an** et au maximum de **2 ans** en fonction du degré de faute de l'athlète (**Alinéa 3.2**).

Notes : Tout athlète reconnu coupable de violation des règles antidopage (sauf trafic déjà puni sévèrement) pouvait se voir reconnaître des **circonstances aggravantes** justifiant une augmentation de la suspension initialement applicable dans son cas, augmentation d'une durée maximale de **2 ans** additionnels en fonction de la gravité de l'infraction (**Alinéa 4**).

Tout athlète accusé d'une violation pouvait voir sa suspension réduite, différemment selon les cas, pour **circonstances exceptionnelles** (l'athlète apportait une assistance substantielle à un organisme antidopage, la police ou la justice dans la lutte contre le dopage, avouait spontanément une violation avant sa notification ou acceptait rapidement la sanction juste après notification) (**Alinéas 7 & 8**).

- * Pour une **2^e violation** considérée comme **récidive**, que les catégories de substances interdites ou de situations de dopage des violations fussent identiques ou pas, la suspension pouvait aller jusqu'à 2 fois la période applicable à la 2^e violation traitée comme si elle était une 1^e violation (**Alinéa 9.1**) en fonction de la gravité du cas.

Note : La 2^e violation n'était pas considérée comme récidive si l'athlète l'avait commise avant d'avoir reçu notification de la 1^e violation ou si, après la résolution de la 1^e violation, des faits étaient découverts impliquant une autre violation par l'athlète ayant eu lieu avant

Dopage et Disqualifications - Tokyo 2025

la notification de la 1^e (**Alinéa 9.3**). On parlait alors de violations multiples devant être considérées ensemble comme une seule infraction soumise à la plus sévère des 2 sanctions possibles.

* Une **3^e violation** entraînait une suspension à **vie** (**Alinéa 9.1**).

* La période de suspension commençait à la date de sa décision par le Tribunal Disciplinaire (**Athlètes de niveau international**) ou par l'organe national de 1^e instance (**autres athlètes**) le plus souvent le jour de l'audition.

Dans tous les cas toute période de suspension provisoire était déduite de la durée totale à purger (**Alinéa 13**).

- l'Article 11

* Lorsque l'athlète ayant violé les règles antidopage était membre d'un relais, l'équipe devait être disqualifiée de la compétition, que l'infraction ait eu lieu pendant la dite compétition ou avant (**Alinéa 1**), avec toutes les conséquences qui en découlaient pour elle (perte de médailles et de diplômes).

Note : Dans le cas où l'athlète dopé n'avait participé qu'à un tour préliminaire du relais, cet alinéa ne prévoyait pas expressément s'il fallait aussi disqualifier l'équipe en Finale à laquelle il n'avait pas pris part. En pratique la disqualification du relais finaliste découlait implicitement de celle du/des relais du/des tours précédents qui avai(en)t permis l'accès à la Finale.

En pratique aussi, dans le cas où l'athlète dopé n'avait pris part qu'à la Finale, seul le relais finaliste était disqualifié.

- l'Article 13

* Toute décision (sanction ou blanchiment) pouvait faire l'objet d'un appel :

- auprès du **TAS** pour les **athlètes de niveau international** dont les cas avaient été traités sauf exceptions par **AIU** (**Alinéa 2.1**), notamment sur initiative des fédérations nationales, des athlètes concernés ou d'**AIU** elle-même (**Alinéa 2.3**)
- auprès d'une instance indépendante d'appel fédérale ou nationale pour les **autres athlètes** dont les cas avaient été traités par l'organe indépendant de 1^e instance de leur fédération ou de leur Organisation antidopage (**Alinéa 2.2**), notamment sur initiative des athlètes concernés ou d'**AIU** (**Alinéa 2.3**). La décision d'appel fédérale ou nationale était elle-même contestable devant le **TAS** par **AIU** notamment (**Alinéa 2.3**). Dans tous les cas les décisions du **TAS** étaient définitives (**Alinéa 7.6**).

Il y a eu 2 cas de dopage en lien avec les **CM** :

@ Diribe **WELTEJI** (**Ethiopie**) forfait en Séries du 1500m

Le **25 Février 2025** l'athlète a été sélectionnée pour subir un test sanguin inopiné chez elle en **Ethiopie**. Elle a refusé de fournir un échantillon arguant que les agents de contrôle diligentés par l'Office Antidopage de son pays étaient arrivés en dehors du créneau horaire spécifié dans les informations de localisation inscrites dans **ADAMS**.

En conséquence le **21 Mai** suivant, la même Agence Antidopage éthiopienne a accusé **WELTEJI** de violation de son règlement et l'a auditionnée le **12 Août**, concluant finalement que l'athlète n'avait pas commis d'infraction et ne la sanctionnant pas.

Le **12 Septembre**, veille de son épreuve aux **CM**, elle a été interdite de prendre le départ de la 2^e Série par le **TAS** qui, sur appel d'**AIU**, l'a suspendue à titre provisoire pour violation présumée des règles antidopage (1^e requête de l'appel d'**AIU** décidée en urgence en attendant que son cas soit statué définitivement après les **CM**).

Finalement le **TAS** (2^e requête d'**AIU**) le **26 Février 2026** a suspendu l'Éthiopienne **2 ans** et lui a annulé tous ses résultats depuis le **25 Février 2025**, estimant que l'échec du contrôle antidopage par l'athlète n'était pas intentionnel et dû à une mauvaise connaissance du règlement.

@ Mercyline **CHELANGAT** (**Ouganda**) 49^e du Marathon en 2h45'36"

Le **13 Août** précédant les **CM** l'Ougandaise a passé un contrôle antidopage hors-compétition à **Kapchorwa** (**Ouganda**) suivi d'un autre le **14 Septembre** à **Tokyo**, jour du Marathon mondial.

Le **19 Septembre** (durant les **CM**) le 1^e test s'est révélé positif à plusieurs substances interdites (**Testostérone**, **Androstérone** & **Étiocholanolone** entre autres), positivité confirmée en Octobre avec les résultats du 2^e test.

Suspendue provisoirement le **10 Octobre** par **AIU**, **CHELANGAT** a ultérieurement admis les violations antidopage considérées ensemble comme une seule violation. Elle a aussi avoué avoir pris en Août **2025** du **Clomifène**, un médicament pour traiter l'infertilité féminine, autorisé par l'**AMA** uniquement à usage thérapeutique sur prescription d'un médecin.

Elle a finalement été suspendue **5 ans** car des circonstances aggravantes ont été retenues et ses résultats ont été annulés à compter du **13 Août 2025**

Athlètes russes et biélorusses

Suite à l'invasion de l'**Ukraine** par la **Russie** le **24 Février 2022**, invasion soutenue par la **Biélorussie**, **WA** a décidé le **1^e Mars** suivant que "tous les athlètes, accompagnateurs et officiels russes et biélorusses seraient exclus de tous les événements de **WA** prévus dans un avenir prévisible et avec effet immédiat".

Dopage et Disqualifications - Tokyo 2025

Si pour les Biélorusses il s'agissait d'une première, la plupart des athlètes russes étaient interdits de compétitions mondiales depuis la suspension de leur Fédération le **13 Novembre 2015** par **WA**. Ceci suite à l'enquête de l'**AMA (2015)** complétée par celle d'une Commission indépendante (**2016**) dirigée par Richard **McLaren** ayant mis à jour un système de dopage institutionnalisé et organisé par les dirigeants gouvernementaux et sportifs russes pour leurs athlètes.

Seuls quelques Russes prouvant leur autonomie vis-à-vis des instances sportives et politiques de leur pays pouvaient depuis **2017** participer aux **CM** sous le sigle **ANA (Authorized Neutral Athletes, Athlètes Neutres Autorisés)** c'est-à-dire de manière indépendante.

À partir de **2022** mêmes ces athlètes ont été interdits de compétitions.

Le **23 Mars 2023 WA** a décidé de lever la suspension de la **Russie** pour manquement à ses obligations antidopage et de la réintégrer, estimant qu'elle avait atteint tous les objectifs définis dans le Plan de réintégration (**2021**). En revanche, l'exclusion des athlètes russes et biélorusses de toute compétition internationale décidée dans la foulée de l'invasion de l'**Ukraine** restait en vigueur.

Cette décision a été réaffirmée par **WA** lors de la réunion de son Conseil à **Nankin (Chine)** les **24 & 25 Mars 2025**.